



Montreuil, le 11 juillet 2025

CSFPH du 10 juillet 2025

Réforme de la « haute fonction publique » pour les directeurs d'hôpital : une transposition tardive, minimaliste, tronquée, et injuste.

Le Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière s'est réuni le 10 juillet 2025 pour examiner le nouveau statut des directeurs d'hôpital qui entrera en vigueur au **1^{er} janvier 2026**. Alors que l'Ufmict-CGT demandait une transposition qui améliore le statut actuel, reconnaisse les qualifications de l'ensemble des directeurs dans le respect des principes d'une fonction publique de carrière, le gouvernement a préféré une transposition tardive, minimaliste, tronquée et injuste qui a conduit **la CGT a voté contre l'ensemble des textes soumis à avis lors de l'instance.**

- Transposition **tardive** : la réforme dite de la haute fonction publique est en vigueur dans le versant de la fonction publique de l'Etat depuis le 1^{er} janvier 2022. Il y aura donc **quatre ans de décalage** dans la mise en oeuvre pour le versant hospitalier. Ces quatre années n'ont pas été mises à profit. La DGOS s'est finalement contentée d'une série de réunions de concertation en juin et juillet organisées en urgence qui a servi un passage en force. Aucune disposition de rattrapage ou de bonification n'est prévue à titre de compensation de ce retard.
- Transposition **minimaliste** : le gouvernement s'est contenté d'un **copier-coller statutaire** des dispositions de l'Etat sans tenir compte des besoins de reconnaissance spécifiques de la FPH, du manque d'attractivité des corps de direction, de la nécessité de revaloriser les statuts et de repenser le management des établissements de santé.
- Transposition **tronquée** : les textes proposés **excluent les D3S** qui font pourtant partie de la catégorie dite A+ de la réforme. Alors que l'écrasante majorité des OS réclament l'unicité statutaire et l'**alignement pour les DS**, le gouvernement fait un choix d'exclusion d'autant plus incompréhensible et humiliant que la réforme dans le versant Etat avait fusionné une quinzaine de corps très différents. La CGT considère que c'est une provocation qui prépare un chaos managérial puisque dès janvier les équipes hospitalières seront composées de personnels de direction régis par des dispositions complètement différentes pour un même exercice professionnel. Aucun calendrier pour les D3S ni les DS n'a été proposé.
- Transposition **injuste** : le gouvernement a fait le choix d'une mise en place du nouveau RIFSEEP en appliquant **un abattement sur l'IFSE des DH logés** qui revient à mettre en extinction l'avantage logement des directeurs qui est la compensation **des gardes de direction inhérentes au statut** hospitalier. Alors que 95 % des DH sont logés, cela organise une transposition très injuste en comparaison du versant Etat où seule une minorité des hauts fonctionnaires sont logés.

La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale et son Ufmict-CGT ont défendu pied à pied des **amendements** visant à réduire les effets négatifs des nouvelles dispositions statutaires :

- Réaffirmation du **recrutement par concours** (interne, externe et 3^{ème} concours) alors que le gouvernement entend imposer un tour extérieur d'au **minimum 20 %**.
- Exigence d'une **cartographie complète des postes de direction** tenue par le CNG avec **obligation de publication des postes vacants** pour permettre les mobilités choisies des DH.
- Suppression de la sélectivité et des conditions de mobilité pour les avancements de grades afin d'assurer **une linéarité des carrières** dans un contexte où les indices sommitaux seront quasi inaccessibles.
- Réduction du poids des **évaluations annuelles** dans le déroulement de carrière et accroissement des voies de **recours** notamment sur la nouvelle part variable du RIFSEEP (CIA).
- Suppression des dispositions nouvelles sur la création de 10 emplois **d'administrateurs de transition** parmi les emplois supérieurs hospitaliers destinés à être recrutés sur des postes d'administration provisoire ou de managers de transition dans les établissements à restructurer.
- retrait des dispositions prévoyant l'**abattement logement** dans le nouveau RIFSEEP.
- Exigence **d'un bilan genré sur l'attribution du RIFSEEP** afin de détecter rapidement toutes les discriminations femmes-hommes fréquentes dans les rémunérations sous forme de primes.

Conformément à son habitude, le gouvernement n'a retenu aucun des amendements portés par la CGT préférant le passage en force pour imposer sa vision dogmatique. Les grandes inégalités de traitement engendrées par cette transposition défavorable nécessitent une réponse forte de l'ensemble des directeurs et directrices.

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Responsable Communication - Jérémie Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX